



Novitchok : Déclaration de guerre de l'Occident contre la Russie



Presque immédiatement après la tentative de meurtre de l'ancien espion Sergeï Skripal et de sa fille Yulia le 4 mars, la Grande-Bretagne considère la Russie comme le coupable. On dit que le poison utilisé serait le gaz neurotoxique Novitchok mis au point en Union soviétique vers la fin de la guerre froide. C'est censé être une preuve concluante au détriment de la Russie.

Presque immédiatement après la tentative de meurtre de l'ancien espion Sergeï Skripal et de sa fille Yulia le 4 mars, la Grande-Bretagne considère la Russie comme le coupable. On dit que le poison utilisé serait le gaz neurotoxique Novitchok mis au point en Union soviétique vers la fin de la guerre froide. C'est censé être une preuve concluante au détriment de la Russie. Le ministre britannique des Affaires étrangères Johnson accuse même personnellement le président russe Vladimir Poutine. Le 15 mars, l'Allemagne, la France et les États-Unis ont publié une déclaration commune dans laquelle ils soutiennent la Grande-Bretagne et partagent ses soupçons.

Même des médias tels que le journal allemand « Die Zeit » et l'émission « Tagesschau » se demandent si l'utilisation d'armes chimiques sur le territoire de l'OTAN ne va pas déclencher la clause de défense mutuelle – bien que depuis, cette question ait été supprimée des sites Web de Tagesschau et de Die Zeit.

Néanmoins, on peut s'étonner du processus choisi par le gouvernement britannique pour analyser la tentative de meurtre, c'est-à-dire la manière dont il l'a rendue publique. Étant donné qu'il s'agit de l'utilisation d'une arme chimique, le Royaume-Uni devrait en fait enclencher une procédure auprès de « l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques » (OIAC). En conséquence, l'OIAC devrait demander dans un délai de 24 heures des éclaircissements à la Russie, pour lesquels celle-ci se verrait accorder dix jours.

Bien que Londres ait informé l'OIAC le 8 mars et appelé la Russie à donner à l'OIAC « une divulgation complète et totale », le Royaume-Uni n'a pas intenté de procédure auprès de l'OIAC.

Il est intéressant de noter que la Russie insiste à présent pour que la procédure soit correctement engagée et respectée. Par conséquent, l'ambassadeur de Russie auprès de l'OIAC a déclaré :

« Nos collègues britanniques devraient se rappeler que la Russie et le Royaume-Uni sont membres de l'OIAC, qui est l'un des mécanismes les plus efficaces pour le désarmement et la non-prolifération. Nous leur demandons de s'abstenir de tout ultimatum et de toute menace et de revenir au cadre juridique de la Convention sur les armes chimiques, qui permet de résoudre ce genre de situation. »

Il est important de noter que la Russie a achevé la destruction de ses 40 000 tonnes d'armes chimiques en octobre 2017 sous la supervision et l'accompagnement de cette autorité en matière d'armes chimiques, c'est-à-dire l'OIAC. Cela a été officiellement annoncé lors d'une

célébration de l'OIAC. A propos d'armes chimiques, on peut remarquer au passage que les États-Unis, par contre, qui deviennent de plus en plus les accusateurs en chef dans cette affaire non résolue, n'ont pas prévu la destruction complète de leurs propres armes chimiques avant 2023.

Le politicien britannique George Galloway note et se plaint que le Royaume-Uni n'a même pas effectué une enquête sérieuse et impartiale sur l'empoisonnement de Skripal et de sa fille. Galloway dit littéralement :

« D'après ce que je vois, il n'y a pas d'enquête. Le verdict a été rendu avant le début de l'enquête et je ne pense pas qu'il y aura une enquête parce que les résultats d'une enquête scientifique sérieuse montreraient que les accusations contre la Russie ne sont pas fondées (...) Je ne pense pas que la Russie soit responsable de cet acte. »

Galloway condamne donc la décision du Président américain d'expulser 60 diplomates russes et de fermer le consulat à Seattle. Il conclut qu'il s'agit d'une « déclaration de guerre » contre la Russie. Mais l'ancien député britannique va encore plus loin : Les pays de l'UE, qui ont suivi l'exemple de la Grande-Bretagne et des États-Unis en réaction à l'empoisonnement de l'ancien agent double Sergeï Skripal, il les a décrits comme des « États vassaux », c'est-à-dire des États subordonnés à une puissance supérieure. Selon lui, ils font ce qu'on leur dit.

Dans un État de droit ou dans une procédure juridique normale, heureusement, les accusateurs doivent prouver valablement leurs accusations et ce n'est pas au contraire, l'accusé qui doit prouver son innocence.

Dans l'affaire Skripal en revanche, et contrairement à l'État de droit, les accusations sont remarquablement similaires aux accusations massives lancées à l'époque contre Saddam Hussein selon lesquelles ce dernier possédait des camps secrets avec des armes de destruction massive. Les documents secrets du gouvernement britannique étaient destinés à fournir des preuves, mais cela s'est avéré être un faux et un prétexte pour déclencher la guerre meurtrière contre l'Irak. – Apparemment, la guerre contre la Russie a déjà été fermement décidée par le gouvernement américain et ses alliés.

de hm.

Sources:

<https://propagandaschau.wordpress.com/2018/03/14/erklaerung-des-staendigen-vertreeters-der-russischen-foederation-bei-der-opcw-zum-vorfall-in-salisbury-deutsche-uebersetzung/>
<https://www.nachdenkseiten.de/?p=42972>
<https://deutsch.rt.com/europa/67402-george-galloway-ausweisung-diplomaten-kriegserklarung/>
<http://blauerbote.com/2018/03/22/beweise-bitte/>

Cela pourrait aussi vous intéresser:

Kla.TV – Des nouvelles alternatives... libres – indépendantes – non censurées...



- ce que les médias ne devraient pas dissimuler...
- peu entendu, du peuple pour le peuple...
- des informations régulières sur www.kla.tv/fr

Ça vaut la peine de rester avec nous!

Vous pouvez vous abonner gratuitement à notre newsletter: www.kla.tv/abo-fr

Avis de sécurité:

Les contre voix sont malheureusement de plus en plus censurées et réprimées. Tant que nous ne nous orientons pas en fonction des intérêts et des idéologies de la système presse, nous devons toujours nous attendre à ce que des prétextes soient recherchés pour bloquer ou supprimer Kla.TV.

Alors mettez-vous dès aujourd'hui en réseau en dehors d'internet!

Cliquez ici: www.kla.tv/vernetzung&lang=fr

Licence:  *Licence Creative Commons avec attribution*

Il est permis de diffuser et d'utiliser notre matériel avec l'attribution! Toutefois, le matériel ne peut pas être utilisé hors contexte. Cependant pour les institutions financées avec la redevance audio-visuelle, ceci n'est autorisé qu'avec notre accord. Des infractions peuvent entraîner des poursuites.